BOUIRA

973 projets non lancés et 79 autres à l'arrêt au niveau des communes

Un conseil de wilaya, dédié à la gestion locale dans son volet financement et ses contraintes, a été organisé ce lundi à la salle des délibérations de l'APW de Bouira.

En présence du wali et de l'ensemble des directeurs d'exécutif, des chefs de daïras et des 45 P/APC, un état des lieux exhaustif a été donné par les cadres de la wilaya : inspection, DAL, Drag et DPAT.

Lors de ce conseil dont les communications ont été projetées sur écran géant, le point a été mis sur les projets inscrits et cumulés depuis les années 2000, pour certains d'entre eux.

Ainsi, il ressort que le cumul de projets inscrits au titre de différents programmes de financement soit dans le cadre du plan de développement local (PCD), soit des budget communaux (BC), des budgets de wilaya (BW), du fonds commun des collectivités locales (FCCL) ou du budget de l'Etat (BE), quelque 2 246 projets avaient été inscrits au 31 décembre 2014.

Cependant, ce qui a attiré l'attention des présents est le nombre de projets non encore lancés et qui s'élève à 973, soit un taux de 41, 98% et ceux à l'arrêt qui sont de l'ordre de 79 projets, soit 3,51%. Lors de cette présentation très explicite, on saura que les 10 premières communes qui enregistrent le plus grand nombre de projets non lancés sont Bouira avec 94 projets non lancés, puis Lakhdaria et Kadiria avec 69 projets non lancés chacune ; Aomar, 62 ; M'chédallah, 53 ; Djebbahia et Sour-El-Ghozlane, 45 chacune ; Ahnif, 37 ; Haïzer, 34 et enfin Dirah avec 31 projets non lancés.

Avant les débats, le wali qui a pris la parole a lancé un appel aux P/APC afin de faire plus d'efforts pour le lancement de ces projets en souffrance au lieu de se précipiter dans les inscriptions pour se retrouver ensuite avec, entre les mains des projets jamais lancés. Cela étant, il fera également savoir aux P/APC complaisants que les enveloppes qui leur sont allouées ne seront pas gardées éternellement mais seront, si nécessaire, transférées vers d'autres communes qui auront besoin de cet argent de l'Etat.

Cela étant, ce qui est utile de rappeler également, c'est la recommandation faite par le représentant de la DAL qui fera une communication relative à la situation des finances locales et qui donnera un certain nombre de recommandations pouvant amener les édiles locaux à faire un équilibre entre les dépenses prévisionnelles et les dépenses réelles, ainsi qu'entre les résultats attendus et les résultats obtenus, en préconisant à partir du prochain BS, l'instauration d'un budget programme, une sorte de document explicatif qui sera joint au cahier des observations des budgets dans lequel seront précisés : les objectifs de la commune à travers le programme proposé, les plannings d'exécution et la hiérarchisation des besoins en fonction des priorités.

Lors des débats, plusieurs points ont été abordés par les P/APC mais ceux-ci tournaient presque tous autour de détails sans toucher le fond. Aucun P/APC ne s'est exprimé sur le point relatif au non lancement de projets à leur niveau pour en connaître les raisons exactes, alors que l'opportunité leur a été donnée par le wali en présence de l'ensemble de son exécutif.

Y. Y.

PROTESTATION CITOYENNE À THÉNIA ET AÏT-AMRANE

Les barons du tuf montrés du doigt et des responsables communaux retenus en otage

Les habitants des hauteurs de la ville de Thénia, chef-lieu de la daïra du même nom, notamment ceux du village de Ouled Ali sur le chemin de wilaya (CW 25), reliant Thénia à Zemmouri, sont descendus en ville pour protester et fermer, au kilomètre zéro, ce chemin, qui constitue l'itinéraire d'un grand nombre de gros camions chargés de tuf et d'agrégats. Une file de centaines de camions s'est rapidement formée.

Les protestataires entendent dénoncer l'exploitation anarchique des carrières de tuf qui fait courir un grand risque de glissement de terrain à différents endroits. Des hameaux et des habitations individuelles sont exposés au danger de l'effondrement.

«Nous subissons toutes les nuisances du monde et la vie nous est rendue invivable. Nos maisons risquent de s'effondrer alors que les exploitants de carrières de tuf amassent des milliards sans payer des impôts.

De plus, les explosions effectuées à la dynamite chaque jour par l'entreprise publique qui exploite la carrière d'agrégats causent d'importantes fissurations sur les murs de nos maisons», nous dira un manifestant qui garde l'anonymat. Notre vis-à-vis préfère veiller sur sa sécurité que lui confère l'anonymat de la foule.

Un climat de peur est palpable chez ces villageois. Ils savent, en effet, qu'ils ont affaire à des barons qui brassent des milliards. Ces exploitants respectent-ils le cahier des charges ? Sont-ils contrôlés par l'ENOF ? Quel est le nombre de carrières de tuf installées dans la municipalité ? Nous n'aurons aucune réponse de la part des autorités communales.

Ahmed Bendou, le maire de Thénia, s'est contenté de nous dire au téléphone que les doléances de ses administrés seront transmises au wali.

Des élus en otage

Pour leur part, les habitants de la cité Sidi-Slimane de la ville d'Aït-Amrane (dans la même daïra de Thénia) ont fermé pour la troisième fois, en l'espace d'un mois, le siège de leur commune.

Ce lundi, vers 14h30, les protestataires retenaient toujours le maire et ses adjoints dans leurs bureaux, exigeant la présence du wali de Boumerdès. De plus, les manifestants ont empêché dès le matin les fonctionnaires communaux de rejoindre leurs postes de travail.

Nous avons par la suite joint au téléphone Afra Ahmed, le P/APC d'Aït-Amrane qui dément sa rétention par les manifestations «Non», je ne suis pas retenu par la population, mais je suis en discussion avec mes administrés», dira-t-il.

Le représentant des manifestants insiste par contre sur cette interdiction de sortir de son bureau décrétée contre le premier magistrat de la municipalité.

Sur l'objet de cette action virulente, le P/APC nous a affirmé qu'il s'agit de la demande d'aménagement de cette cité construite en 1987. Il est question de l'assainissement, de l'éclairage public, de la réfection des routes et de la construction des murs de soutènement.

«L'entreprise chargée des travaux est d'ores et déjà engagée. Il y a juste un problème de papiers qui sera rapidement résolu au niveau de la DUC pour la concrétisation de l'engagement de la commune», conclura le maire.

Abachi L.

BLIDA

Le gaz naturel arrive à la commune de Djebabra

Nichée à 700 mètres d'altitude, dans la daïra de Meftah, à 40 kilomètres à l'est de Blida, la commune de Djebabra, qui a longtemps souffert des affres du terrorisme, est en train de reprendre vie, notamment avec l'arrivée du gaz naturel, sachant que dans cette localité le froid bat son plein en hiver et le thermomètre affiche des températures allant jusqu'à moins dix degrés Celsius.

Ainsi, 650 foyers vont être raccordés à cette énergie qui va à coup sûr leur éviter les tracasseries et autres misères occasionnées par la rupture de stock de la bouteille de gaz butane.

Pour un montant de marché de 82 millions de dinars, Djebabra a bénéficié d'un réseau de distribution de presque 35 kilomètres linéaires, réalisé avec les dernières techniques en vogue à savoir le polyéthylène. Il est à noter que les travaux avaient démarré en novembre dernier et ont atteint un taux d'avancement de presque 100%.

Pour Amar Medjebeur, directeur de distribution de l'électricité et du gaz de Blida, cette réalisation entre dans le cadre de la 2ème tranche du plan quinquennal 2010-2014 et aura, nous dira-t-il, des répercussions bénéfiques sur la vie des habitants de cette localité et plus particulièrement dans l'amélioration de leur cadre de vie d'autant que l'utilisation du gaz naturel, nous précisera-t-il, offre un confort inégalé par rapport à celui du gaz butane.

« Nous avons déployé tous les moyens humains et logistiques pour concrétiser ce projet qu'est le raccordement du gaz naturel dans la commune de Djebabra. Il faut dire que le relief accidenté de cette localité a nécessité beaucoup de technicité et de savoir-faire pour matérialiser cette œuvre sur le terrain », nous a fait savoir Amar Medjbeur.

Les habitants de Djebabra, que nous avions rencontrés sur place n'ont pas caché leur joie avec l'arrivée du gaz naturel. « C'était dur de vivre ici (Djebabra NDLR)», nous dira un citoyen de cette localité qui ajoutera : « Il fallait combattre aussi bien le froid que le terrorisme qui a fait des ravages. Nous n'avions pas où aller, d'où notre engagement à ne pas quitter nos terres, quelque soit le prix à payer ».

Aujourd'hui, le sourire revient chez ces habitants, notamment avec les nombreux projets engagés par la wilaya de Blida et ayant pour but d'améliorer leur qualité de vie. D'ailleurs, une visite de travail et d'inspection y a été effectuée tout dernièrement par le premier responsable de la wilaya.

M. B.

TIPASA

Célébration de la Journée mondiale de l'eau

C'est sous le thème «l'eau et le développement durable», thème retenu par les Nations unies, que la société Seaal, vient d'organiser une journée portes ouvertes au niveau de la station d'épuration du Chenoua de Tipasa.

Il convient d'évoquer, à ce titre, cette ressource rare et fragile que la nature a inégalement répartie dans notre pays», et l'importance qui lui est accordée par le président de la République, M. Bouteflika, dans un récent message adressé à cette occasion.

Ainsi, la Seaal, comme à l'accoutumée, vient de décider d'un programme des festivités organisées dans ce cadre et dédiées aux enfants avec des animations de sensibilisation à travers des ateliers didactiques, des spectacles de clowns et de magiciens.

Outre les activités ludiques, les responsables de la communication ont ciblé le monde des médias, en organisant une visite guidée de plusieurs installations de la Seaal, à l'instar de la station de traitement des eaux usées du Chenoua.

Cette station de traitement des eaux usées du Chenoua (Step), sise à Tipasa, est un important ouvrage, chargé du traitement des eaux usées recueillies dans un puisard construit à l'entrée de la station de traitement et d'épuration des eaux usées.

La capacité quotidienne traitée en période hivernale varie entre 4 000 et 5 000 m³. Ces eaux polluées ainsi recueillies dans un puisard, à travers les réseaux d'assainissement des communes de Tipasa et de Nador, sont de couleur sombre ,dégageant des odeurs putréfiées. Leur transit à travers des puisards et leur passage filtré par des grillages de différents maillages leur permettent d'aboutir à l'aide de pompes d'aspiration et de relevage vers un réservoir situé en amont.

Les opérations de dessablage et de déshuilage de ces eaux polluées sont effectuées au niveau d'un bassin d'une capacité de 5 000 m³ de forme circulaire. Le nettoyage de ces eaux polluées s'effectue par une projection d'air sous pression chargée de nettoyer le sable du fond de ce réservoir. Un sable fin pollué est récupéré pour être ensuite traité par une huile légère et flottante déversée à travers un tampon regard d'une capacité de 3 m³.

A proximité de ce réservoir, une benne tasseuse permet de stocker des sables de différents calibres et couleurs qui seront rejetés vers le CET de Sidi Rached (centre d'enfouissement technique), tandis que les huiles et les graisses usagées sont enlevées une fois par mois par les citernes de Naftal.

Après avoir subi les opérations de prétraitement, l'eau usée chargée de matières en suspension et de matières organiques est dirigée vers le bassin d'aération et de décantation d'une capacité de 10 500 m³.

Le séjour de l'eau dans ce bassin d'aération est de 48 heures, séjour qui permet aux matières organiques d'être filtrées.

Les six aérateurs de surface fonctionnent à tour de rôle, pour garantir une aération continue dans un bassin rectangulaire. Après son séjour dans le bassin d'aération, une eau de couleur vive se dirige vers le répartiteur qui l'oriente vers l'un des deux bassins de décantation.

Un quatrième équipement de la Step permet de traiter cette boue, par déshydratation (naturelle et mécanique) et ensuite, par un mélange avec des polymères. Un laboratoire d'analyses effectue les prélèvements de cette eau depuis son introduction dans la Step jusqu'à sa sortie et surveille son taux de pollution tout au long du processus.

L'activité de cette Step permet par ailleurs de préserver l'environnement des pollutions produites par les déversements des eaux usées.

Houari Larbi